

COUR D'APPEL D'AIX EN PROVENCE
11^e Chambre B

ARRÊT AU FOND
DU 31 OCTOBRE 2006

N° 2006/ 517

Décision déferée à la Cour :

Jugement du Tribunal d'Instance de NICE en date du 11 Février 2004 enregistré
au répertoire général sous le n° 03/3273.

Rôle N° 04/06727

APPELANT

l.
C/
Fournisseur X

Monsieur l.
demeurant [...]
représenté par la SCP TOLLINCHI PERRET-VIGNERON
BARADAT-BUJOLI-TOLLINCHI, avoués à la Cour, Plaidant par Me Alain
CURTI, avocat au barreau de NICE substitué par Me Stéphane DIDIÉ, avocat
au barreau de NICE

INTIMEE

Fournisseur X, ci-après X , demeurant [...]
représenté par la SCP BLANC AMSELLEM-MIMRAN CHERFILS, avoués
à la Cour

*_*_*_*_*

Grosse délivrée

le :

à :

Tollinchi
Blanc

réf

COMPOSITION DE LA COUR

En application des dispositions des articles 785,786 et 910 du Nouveau Code de Procédure Civile, l'affaire a été débattue le **04 Septembre 2006**, en audience publique, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant **Madame Chantal HUILLEMOT-FERRANDO, Conseiller, chargé du rapport, qui a fait un rapport oral à l'audience, avant les plaidoiries.**

Ce magistrat a rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour, composée de :

Madame Marie Chantal COUX, Président
Monsieur Michel JUNILLON, Conseiller
Madame Chantal HUILLEMOT-FERRANDO, Conseiller

Greffier lors des débats : Madame Colette DARMON.

ARRÊT

Contradictoire,
Prononcé(e) en audience publique le 31 Octobre 2006 par Madame HUILLEMOT-FERRANDO
Conseiller

Signé par Madame Marie Chantal COUX, Président et Madame Colette DARMON, greffier
présent lors du prononcé.

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

M. I. a relevé appel, le 6 avril 2004, d'un jugement rendu par le Tribunal d'Instance de NICE le 11 février 2004 qui l'a condamné à payer au fournisseur X la somme de 5.166,29 euros ainsi que celle de 657 euros sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile (NCPC) et aux dépens.

Selon conclusions déposées le 6 août 2004, l'appelant demande de réformer le jugement entrepris, de débouter X de sa demande de condamnation en application des dispositions de l'article 1315 du Code civil et de condamner l'intimé à lui verser la somme de 1.500 euros sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile (NCPC) ainsi qu'aux entiers dépens, ceux d'appel distraits au profit de la SCP TOLLINCHI, VIGNERON, Avoués, aux offres de droit.

Il soutient essentiellement qu'X ne rapporte pas la preuve matérielle de la consommation électrique dont il réclame le paiement et fait valoir que la demande d'X ne correspond pas aux formalités et à la présentation obligatoire des factures résultant des articles L 214-1 et R112-1 et suivants du Code de la consommation.

Selon conclusions déposées le 10 juillet 2006, l'intimé conclut à la confirmation de la décision entreprise et sollicite la somme de 500 euros à titre de dommages et intérêts pour procédure abusive et celle de 1.500 euros sur le fondement de l'article 700 du NCPC outre la condamnation de l'appelant aux entiers dépens, ceux d'appel distraits au profit de la SCP BLANC, ANSELLEM-MIMRAN, CHERFILS, Avoués.

Il expose que tous les contrôles qu'il a effectués confortent l'estimation de la consommation telle que proposée sur la base du relevé du 10 octobre 2002 et qu'en outre la dite évaluation est confirmée par le montant de la consommation électrique de l'appelant du 10 septembre 2002, date à laquelle le compteur était à zéro, au 1er septembre 2003.

Il demande de déclarer irrecevable comme nouvelle en cause d'appel et en outre injustifiée la demande de l'appelant fondée sur le non respect des dispositions du Code de la consommation.

L'ordonnance de clôture est intervenue le 4 septembre 2006.

MOTIFS DE LA DECISION

Attendu que rien au dossier ne révèle une cause d'irrecevabilité de l'appel, lequel sera donc déclaré recevable;

Attendu qu'il est constant que le compteur électrique de M. I n'a pas enregistré de consommation du 13 août 1999 au 10 septembre 2002, qu'un nouveau compteur avec index à zéro a été installé le 10 septembre 2002 et que la somme qui est réclamée à l'appelant par X correspond à une consommation estimée à une moyenne quotidienne de 70 KWH sur la base du relevé effectué le 10 octobre 2002; qu'X a limité sa demande de redressement à deux années alors que la durée du non fonctionnement du compteur est de

trois ans et un mois, la consommation relevée le 10 septembre 2002 étant la même que celle qui avait été relevée le 13 août 1999;

Attendu que M. I ne conteste plus, en cause d'appel, avoir consommé de l'électricité pendant toute la période de non fonctionnement du compteur;

Attendu, par ailleurs, que la consommation estimée par X à une moyenne quotidienne de 70 KWH correspond au relevé du nouveau compteur pendant le mois qui a suivi son installation est qu'elle est confortée par la consommation enregistrée pour la période annuelle suivante, laquelle n'est pas contestée; qu'en outre, la dite consommation d'une année exclut la variation saisonnière soutenue par M. I devant le premier Juge;

Attendu que l'appelant démontre d'autant moins que sa consommation réelle aurait pu être moindre que celle qui lui est facturée, qu'X a limité son redressement de facturation à deux années alors que le défaut d'enregistrement de la consommation électrique a duré trois ans et un mois; que le jugement entrepris sera confirmé dans toutes ses dispositions;

Attendu, concernant le non respect des dispositions de l'article 214-1 du Code de la consommation, que l'appelant ne précise pas les infractions aux formalisme et présentation des factures qu'il allègue et n'en tire aucune conséquence juridique de sorte que le dit moyen, lequel pourrait être déclaré recevable sur le fondement de l'article 564 du NCPC, ne peut qu'être rejeté;

Attendu que l'intimé n'établit pas l'existence d'un préjudice autre que l'obligation d'estimer en justice, lequel est indemnisé sur le fondement de l'article 700 du NCPC; que sa demande indemnitaire sera rejetée;

Attendu que l'équité justifie que la somme de 1.350 euros soit allouée à l'intimé au titre des frais d'appel non compris dans les dépens.

PAR CES MOTIFS

La Cour, statuant publiquement et par arrêt contradictoire

Reçoit l'appel,

Confirme le jugement entrepris dans toutes ses dispositions,

Déboute les parties de toutes autres demandes, fins et conclusions,

Condamne l'appelant à verser à l'intimé la somme de 1.350 euros au titre des frais d'appel non compris dans les dépens,

Le condamne aux dépens d'appel, lesquels seront recouvrés par la SCP BLANNC, ANSELLEM-MIMRAN, CHERFILS, Avoués, conformément aux dispositions de l'article 699 du NCPC.

LE GREFFIER

LE PRESIDENT